

l'épuisement trop rapide de leurs réserves. Pour cette raison, et par suite de la nationalisation constante des moyens de contrôle de la production et de l'exportation, le prix du pétrole ne redescendra jamais au niveau d'avant la crise, aussi amicales que puissent redevenir les relations entre pays vendeurs et acheteurs. Compte tenu des fluctuations actuelles des prix et des modifications de la demande, il se peut que vers les années 1980 les États arabes et l'Iran retirent annuellement à eux seuls de la vente de pétrole un montant de l'ordre de 185 milliards de dollars. Ce chiffre est hypothétique bien sûr, mais il se fonde sur la moyenne la plus élevée des prévisions actuelles concernant les prix et les approvisionnements. Au mieux, il ne fait qu'indiquer les revenus possibles et la richesse des États producteurs par rapport aux pays consommateurs. L'effet économique de cet afflux de capitaux est imprévisible, mais tout porte à croire que les balances monétaires mondiales vont évoluer d'une façon étonnante au cours des prochaines années. Indépendamment de la puissance que confère le contrôle des débouchés d'un segment majeur de la production mondiale de pétrole, la masse économique de cette accumulation de capitaux laisse présager que la puissance croissante de l'Iran et des Arabes atteindra son sommet en 1980. Par la suite, son sort dépendra essentiellement des facteurs suivants:

1. La façon dont ces États utiliseront leur richesse afin de se constituer en sociétés solides, stables et équilibrées en prévision du jour où leurs réserves de pétrole seront épuisées.

2. La façon dont les États importateurs auront contrôlé leurs courbes de croissance et de demande, et les mesures d'approvisionnement qu'ils auront adoptées pour leurs besoins futurs en énergie.

Évidemment, il faut aussi compter avec les sombres inconnues que sont les guerres, les famines, l'effondrement économique global et la menace constante qu'elles font peser sur un monde constamment perturbé. Si l'on parvient à éviter leurs pires effets, la richesse économique des États de l'OPEP demeure pratiquement assurée. Les États consommateurs ne sauraient en si peu de temps se libérer de leur dépendance sur le pétrole étranger, pas plus que les États membres de l'OPEP ne peuvent se soustraire à cet incroyable afflux de richesse.

#### **Investissement des recettes**

Pour ajouter à leur force grandissante, ces États auront le loisir d'accélérer et d'am-

plifier un mécanisme que certains emploient déjà, celui de l'investissement, dans les pays autres que ceux de l'OPEP, de revenus provenant de leurs exportations de pétrole. Cette tactique se concrétise déjà de nombreuses façons, allant de leurs intérêts dans les champs pétrolifères de la mer du Nord jusqu'à leurs investissements immobiliers aux États-Unis et ailleurs. Si ces décaissements de pétrodollars continuent de s'accroître, un plus grand optimisme dans l'avènement d'une paix internationale sera alors permis. Outre que ces investissements seront le gage d'intentions qui vont au-delà de l'achat d'armes et de biens de production, le réinvestissement de capitaux dans leurs pays d'origine contribuerait certainement à assurer l'équilibre monétaire international tout en jetant les bases d'une coopération et d'une confiance économique réciproques. Toutefois, un tel optimisme doit toujours être tempéré par la précarité des politiques mondiales. Quoi qu'il advienne, les changements économiques et politiques se rapportant au Moyen-Orient et au pétrole auront un effet incalculable sur l'économie mondiale au cours de la prochaine décennie.

Plusieurs options s'offrent au monde industrialisé non communiste pour l'avenir quoique, avec le temps, elles se diversifient de façon incroyable. Durant la prochaine décennie, comme nous l'avons déjà expliqué, les résultats découlant de décisions dans tel ou tel sens n'apparaîtront que graduellement, car l'utilisation de nouvelles réserves ou de sources d'approvisionnement de rechange prendront plus de temps. Toutefois les décisions que les pays importateurs prendront au cours de cette période seront d'une importance capitale au tournant du siècle. Fondamentalement, elles devront tenir compte de deux éléments: l'approvisionnement en énergie et sa conservation. Le président Nixon a proposé pour les États-Unis l'objectif d'une autarcie complète avant les années 80. Il est certain que même en appliquant des techniques «fracassantes» pour acquérir de nouvelles sources d'énergie, le cheminement sera long et qu'entre-temps les États-Unis dépendront encore davantage du pétrole de l'OPEP qu'ils ne le font aujourd'hui, s'ils veulent maintenir leur rythme actuel de croissance.

Du point de vue pratique, la situation du Japon est la plus précaire, quoiqu'il ait surmonté la récente pénurie d'approvisionnement beaucoup mieux que ne l'avaient prévu la plupart des observateurs. En proie à des sérieux problèmes de pollution et de croissance, et ne produisant pratiquement pas de pétrole, le Japon reste vulnérable à